

## TABLE DES MATIERES

1	BILAN MACRO-ÉCONOMIQUE DE L'ÉCONOMIE BELGE AU PREMIER SEMESTRE 1999	II
2.	VARIABLES MONÉTAIRES	IX
3.	PERSPECTIVES POUR 1999 - 2000	X

## ANNEXES

SECTION A	–LE PRODUIT INTERIEUR BRUT A PRIX CONSTANTS	XV
SECTION B	–PRINCIPALES COMPOSANTES DU PIB A PRIX CONSTANTS	XVI
	a. Principales composantes de la demande intérieure	XVI
	b. Principales composantes de la valeur ajoutée	XVIII
SECTION C	–LA POLITIQUE ECONOMIQUE : LES CRITERES DU TRAITE DE MAASTRICHT	XX
SECTION D	–LES PRODUITS NATIONAUX BRUTS DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES	XXII

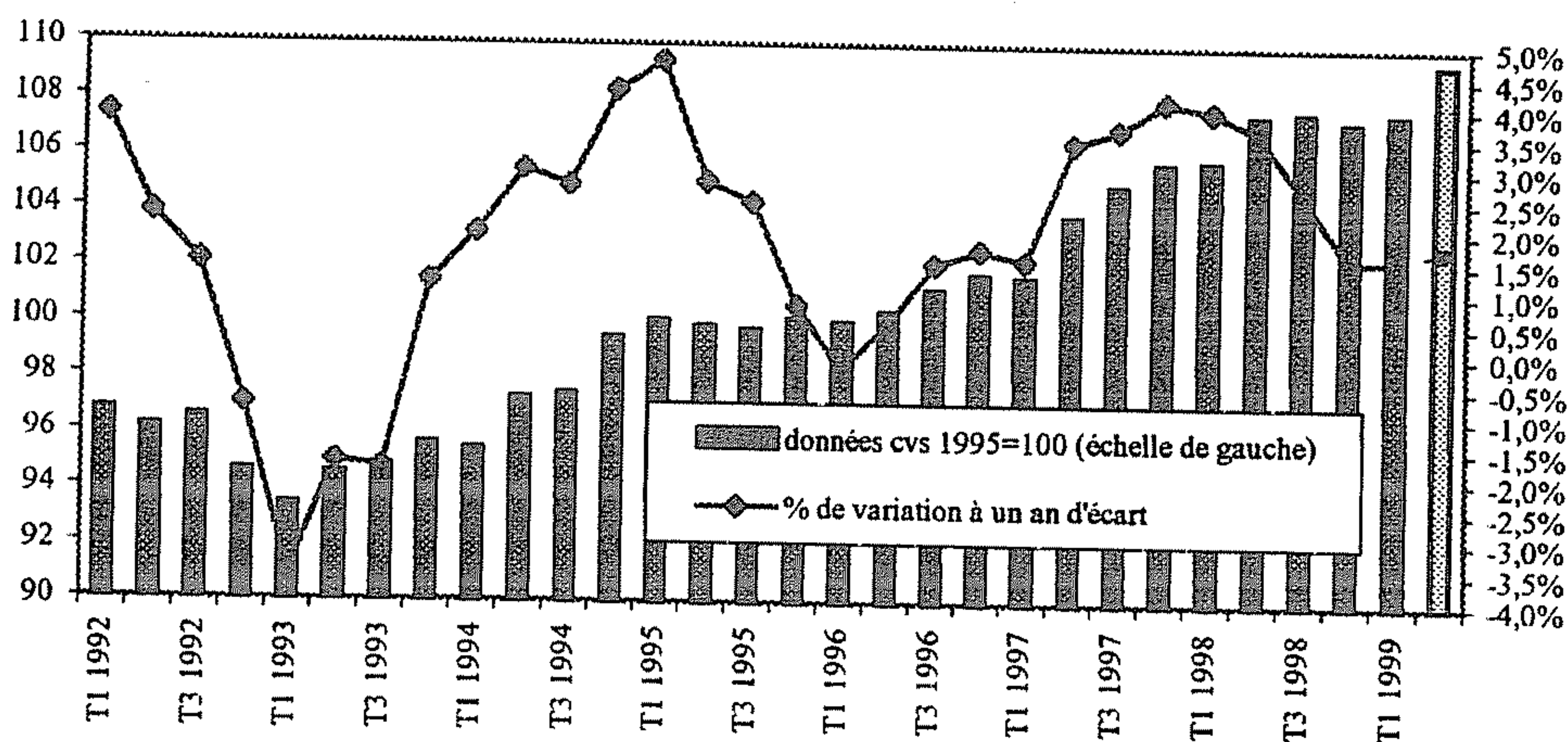
### 1. Bilan macro-économique de l'économie belge au premier semestre 1999 (Compte SEC-95)

L'année 1998 s'était caractérisée par un ralentissement au second semestre de 1998 (2.1% de croissance contre 3.8% au premier semestre) principalement imputable à la détérioration de l'environnement international.

Selon les estimations de l'institut des comptes nationaux (ICN), la progression du Produit Intérieur Brut (en volume) aurait été de 1.6 % au premier trimestre 1999 par rapport au trimestre correspondant de 1998, croissance identique au dernier trimestre de 1998 (en glissement annuel). La décélération du PIB observée depuis plusieurs trimestres semble donc s'être arrêtée ce que tend à conforter la progression du PIB trimestriel en rythme annuel<sup>1</sup> qui est passée de -1.2% calculée au dernier trimestre 1998 à 1.0% calculée au 1er trimestre 1999 (cfr. Annexe de la Section A).

#### GRAPHIQUE 1

##### Evolution trimestrielle du PIB



Source : ICN : Comptes Nationaux – agrégats trimestriels et \* = estimations du DULBEA

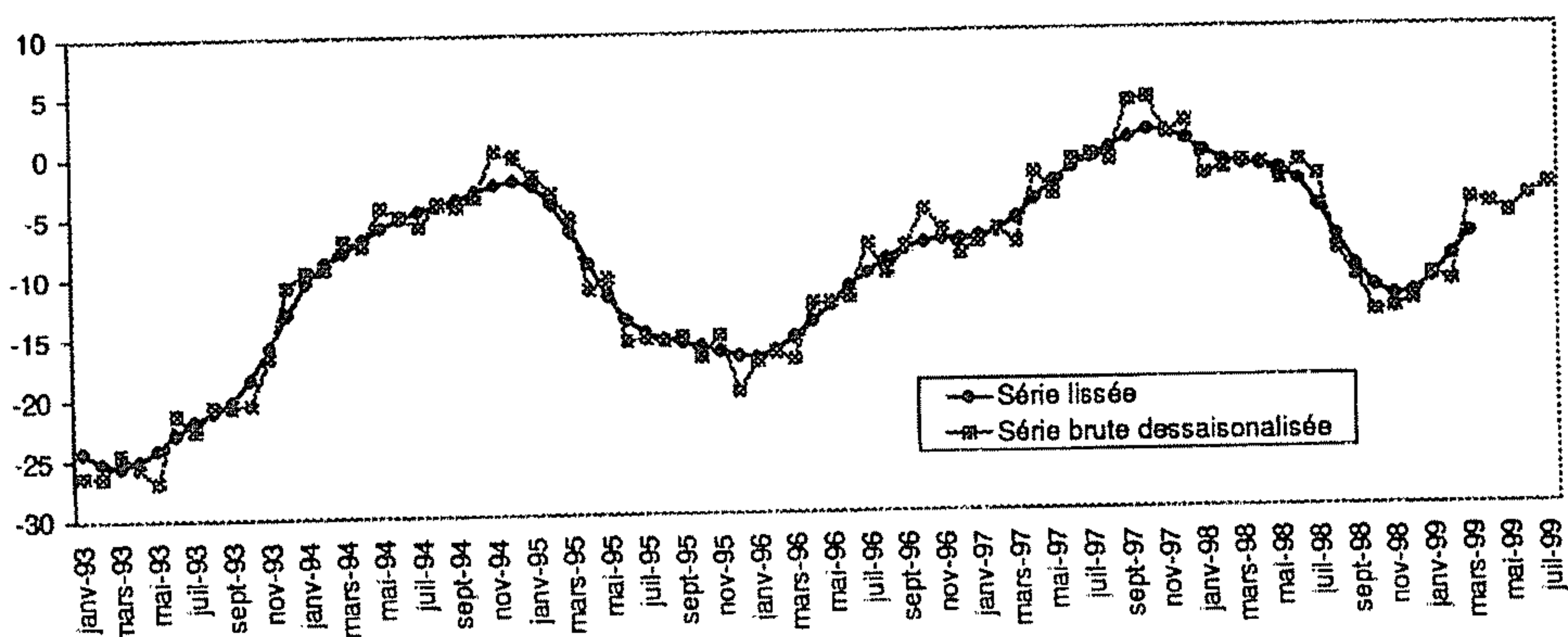
<sup>1</sup> Progression en pourcentage d'un trimestre par rapport au précédent multipliée par quatre pour représenter une progression annuelle.

Le deuxième trimestre de 1999 devrait quant à lui montrer une légère accélération avec 1.75% de croissance estimée contre 1.6% au premier trimestre (en glissement annuel). La croissance par rapport au trimestre précédent est de 1.75% au second trimestre contre 0.2% au premier trimestre. Notre estimation se base en fait sur plusieurs indicateurs positifs :

La **courbe synthétique de la BNB** marque, en effet, une nette amélioration depuis novembre 1998. La tendance à la hausse est par ailleurs confirmée par la pente positive de la courbe lissée.

## GRAPHIQUE 2

### Evolution du Baromètre de conjoncture de la Banque Nationale de Belgique



Source : BNB

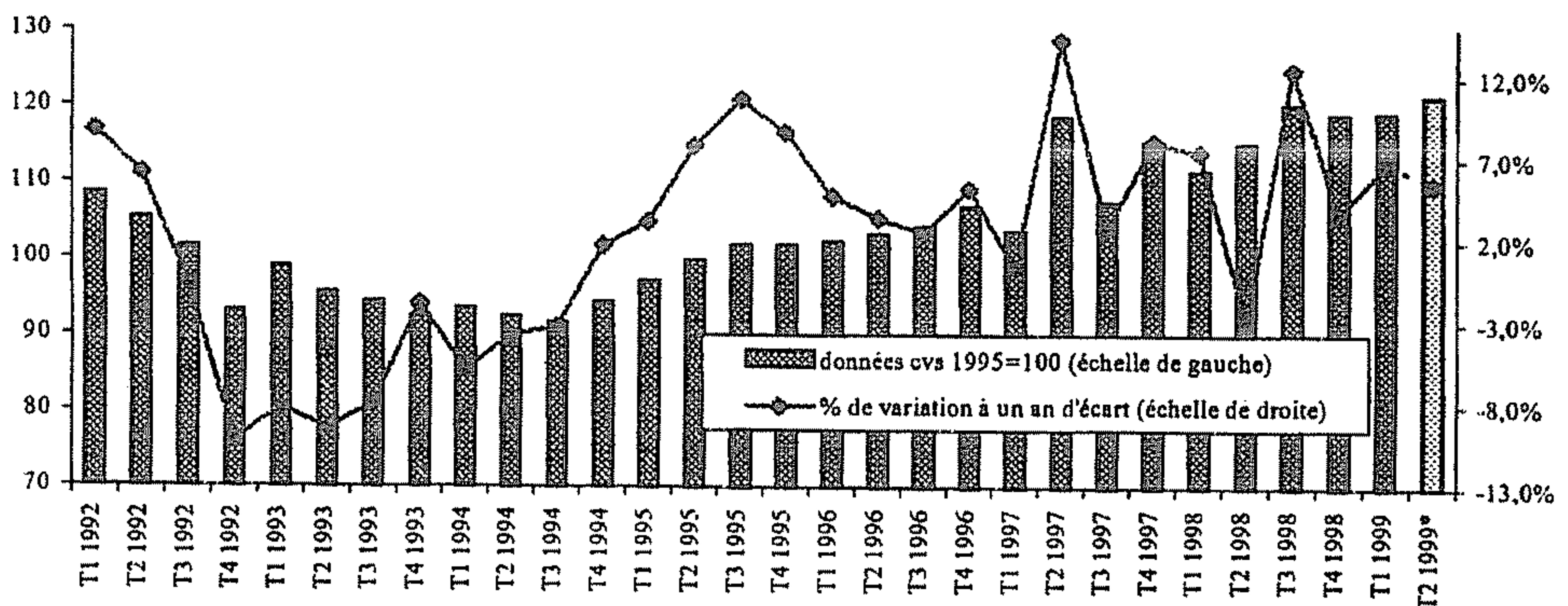
Au niveau sectoriel, on observe un renforcement de la conjoncture dans l'industrie manufacturière dans son ensemble depuis novembre 1998. La série brute dessaisonnalisée est passée de -19 en novembre à -4.1 en juillet 1999. Notons cependant que l'indicateur synthétique de l'industrie alimentaire s'est quelque peu détérioré et son redressement opéré en juillet le laisse à un niveau inférieur à celui avant la crise dioxine. Le commerce s'est quant à lui affaibli tandis que la construction montre des signes de redressement passant respectivement de -0.2 et -1.9 en novembre 1998 à -6.7 et +2.9 en juillet 1999.

Les investissements des entreprises ont progressé de 6.9% en volume au premier trimestre de 1999 par rapport au trimestre correspondant de 1998. Selon les chiffres en valeur de la TVA, les investissements des entreprises, en indice,

ont cru de 10.6% au premier trimestre et de 8.1% sur les deux mois suivants (en glissement annuel) totalisant ainsi une croissance de 9.5% sur les 5 premiers mois de 1999 par rapport à la même période de 1998. La décélération d'avril-mai est principalement le reflet d'un ralentissement des investissements pour les entreprises industrielles. Celles-ci ont, dans l'enquête faite au printemps, revu à la baisse leurs projets d'investissements pour 1999, notamment suite à la baisse de leur rentabilité observée lors du ralentissement économique de 1998.

### GRAPHIQUE 3

Evolution des investissements des entreprises



Source : ICN : Comptes Nationaux – agrégats trimestriels et \* = estimations du DULBEA

Néanmoins, l'amélioration de la courbe synthétique comme développée ci-dessus, combinée à l'accroissement du taux d'utilisation des capacités de production (Tuc) qui est passé de 80.7% au premier trimestre à 82.4% au second trimestre devrait modérer le ralentissement du second trimestre.

Après un début d'année 1998 marqué par une hausse des investissements en logements de 3.7% au premier trimestre par rapport au trimestre correspondant de 1997, ceux-ci n'ont cessé de décélérer pour atteindre un taux de croissance annuel de 2.3% contre 4.9% en 1997. Selon l'ICN, le premier trimestre de 1999 se solde par un recul de ceux-ci de l'ordre de -0.2%. L'évolution des investissements en logements pour 1999 est influencée par la hausse des taux d'intérêts hypothécaires, la fin de mesures spéciales de réduction de la TVA pour certains types de logements, une évolution modérée du revenu disponible<sup>2</sup>, la hausse des prix des terrains ainsi que celle des prix du secteur de la construc-

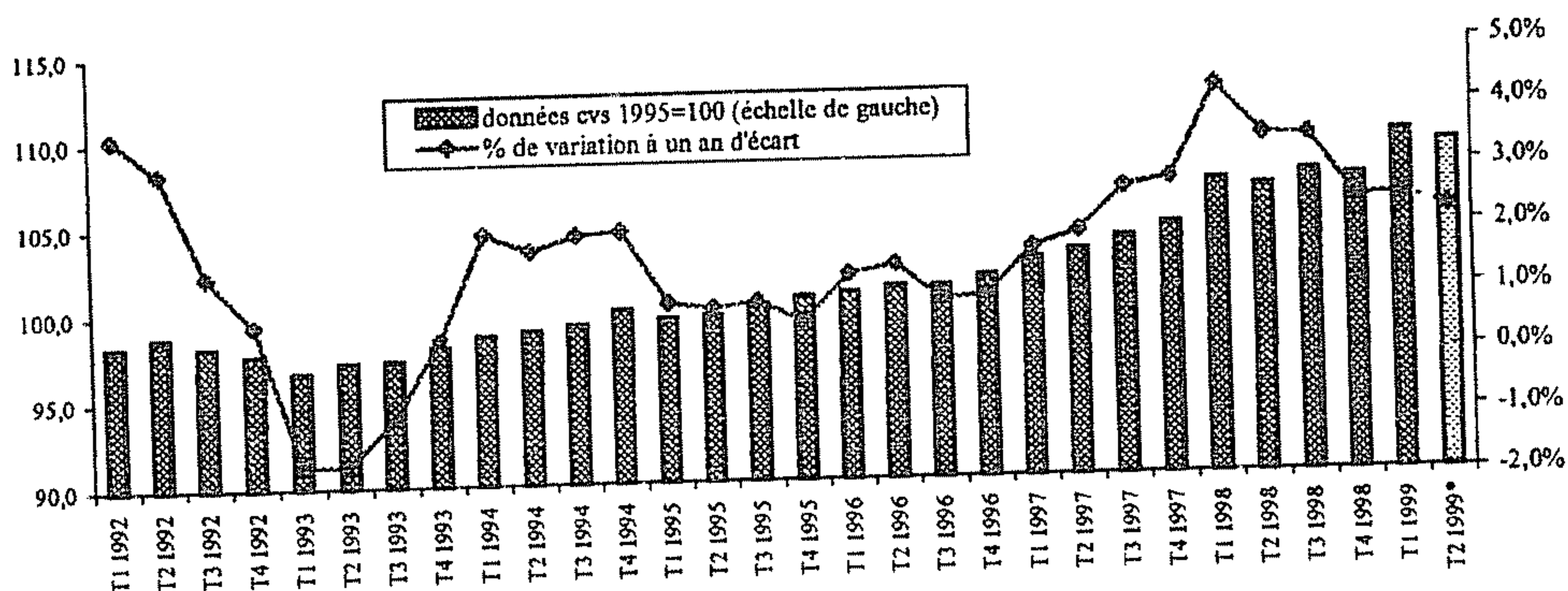
tion mentionnée dans l'enquête de conjoncture de la BNB. L'enquête auprès des architectes concernant le volume des projets fermes (prévision à trois trimestres) en baisse sur une grande partie de 1998 laisse présumer d'un ralentissement dans le secteur pour 1999.

La consommation privée a connu des taux de croissance particulièrement importants en 1998 (3.4% en volume). L'amélioration de l'emploi, la décreue du nombre de chômeurs, ainsi que l'évolution favorable du revenu disponible sont autant d'éléments qui ont soutenu la confiance du consommateur et qui ont contribué au dynamisme de la consommation.

Cette dernière a cru de 2.4% au premier trimestre 1999 par rapport au trimestre correspondant de 1998, soit le même taux qu'au dernier trimestre 1998.

#### GRAPHIQUE 4

##### Evolution de la consommation privée des ménages



Source : ICN : Comptes Nationaux – agrégats trimestriels et \* = estimations du DULBEA

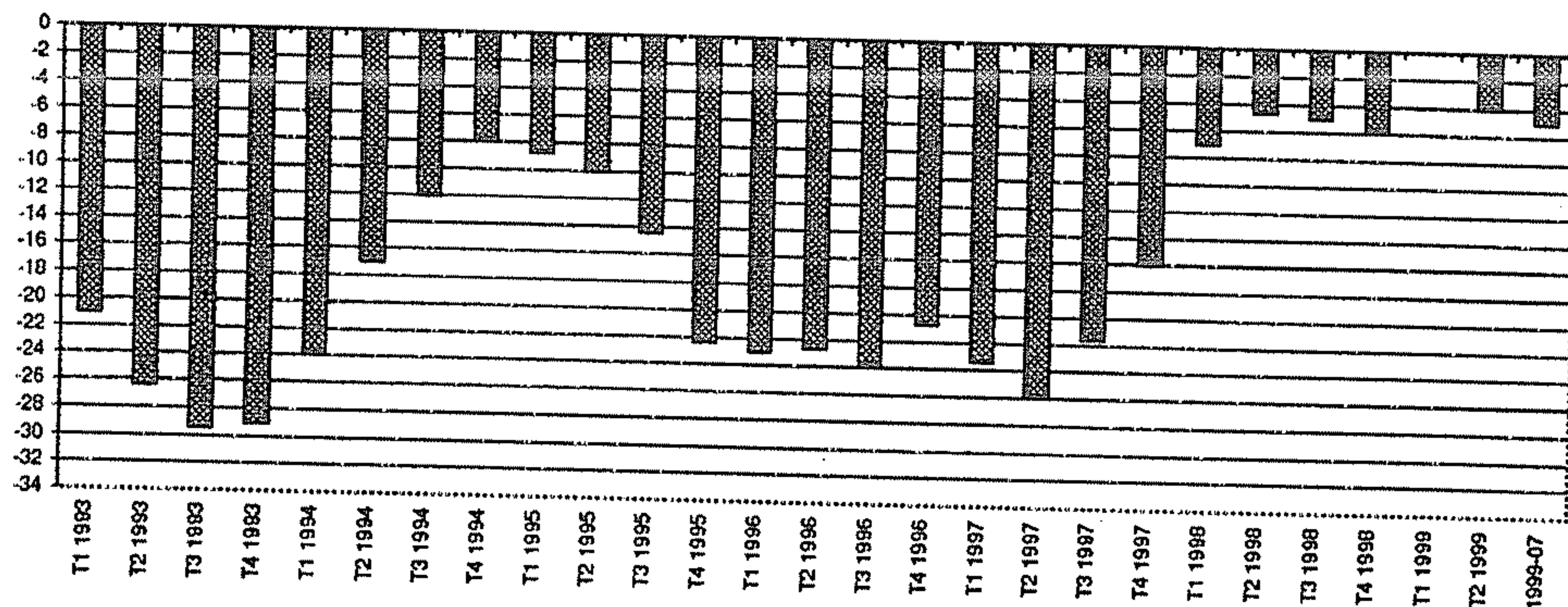
<sup>2</sup> Voir ci-après.

D'après nos estimations, la consommation des ménages devrait toutefois ralentir au second trimestre en rythme annuel.

En effet, l'indice de confiance des consommateurs établi par la Commission européenne, qui s'est montré particulièrement bien orienté depuis mi 1997 de par sa hausse presque continue, s'est détérioré en juin passant de -1 (en mai) à -9 suite à l'annonce de la présence de dioxine dans certains produits alimentaires. Cet indice s'est quelque peu redressé en juillet (-5).

### GRAPHIQUE 5

Evolution de l'indicateur de confiance des consommateurs



Source : BNB

Par ailleurs, l'indicateur synthétique de conjoncture du commerce de la BNB s'est détérioré au second trimestre passant de -3 au premier trimestre à -4.9 au second et à -6.7 pour juillet.

En outre, le chiffre d'affaires du commerce de détail selon les données en valeur de la TVA n'a cru que de 2,5 % pour les cinq premiers mois de 1999 contre 6.1% pour la même période de 1998. Cette décélération résulte principalement d'un ralentissement observé en avril et en mai.

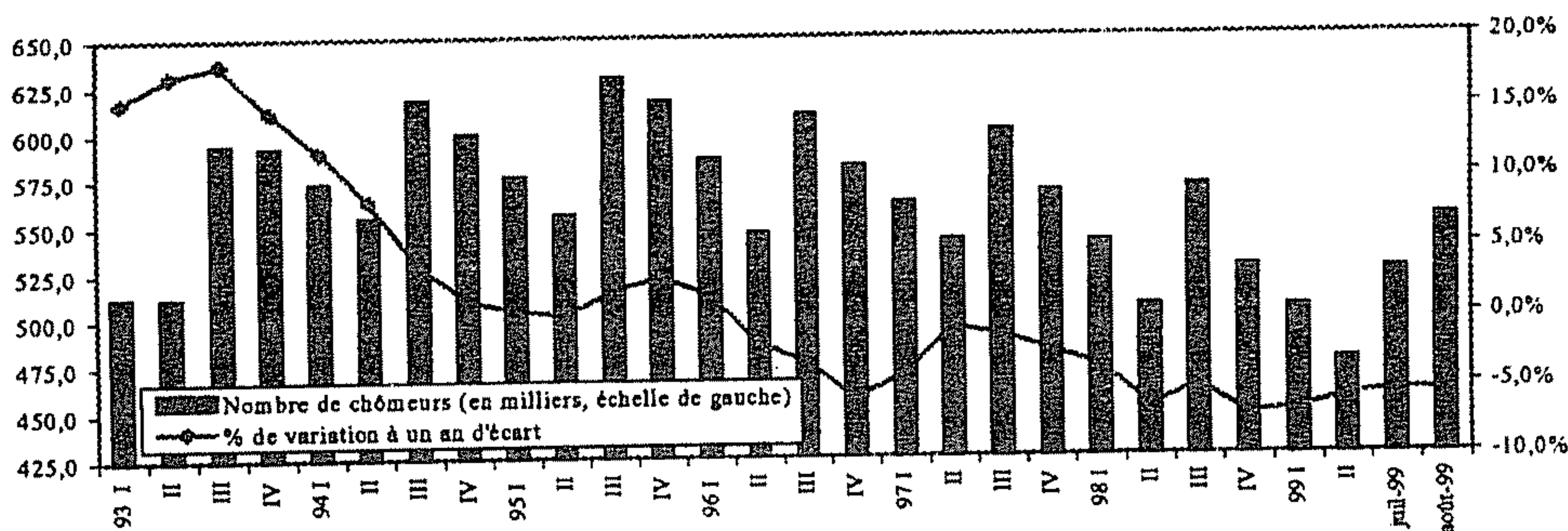
Néanmoins, les immatriculations de véhicules neufs demeurent importantes malgré l'absence de salon de l'automobile. En effet, celles-ci ont cru de 10% au cours des huit premiers mois de cette année par rapport à la même période de 1998 et de 25,4% par rapport aux huit premiers mois de 1997 (également année

sans Salon de l'Automobile). Les mois de juillet-août 1999 se sont toutefois soldés par une diminution de celles-ci de  $-8.5\%$  en glissement annuel.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés s'est légèrement ralentie au second trimestre ( $-6\%$ ) par rapport au premier trimestre ( $-6.8\%$ ) en glissement annuel. Cette tendance semble se confirmer par les chiffres de juillet et d'août qui accusent une diminution du nombre de DEI de  $5.5\%$  et  $5.6\%$  par rapport aux mois correspondants de 1998.

### GRAPHIQUE 6

#### Evolution du chômage (DEI)



Source : BNB – ONEM

Le revenu disponible devrait croître de façon modérée en 1999 avec  $2.75\%$  de croissance nominale contre  $3.6\%$  en 1998 (en valeur). Le pouvoir d'achat des particuliers devrait donc croître de  $1.75\%$  si l'on tient compte d'une inflation de  $1\%$ . Cette évolution modérée du revenu disponible s'explique par une moindre croissance de l'emploi en équivalent temps plein (car les emplois créés sont souvent des emplois à temps partiel notamment par l'activation des chômeurs), par la hausse du nombre de chômeurs temporaires (induite par le ralentissement conjoncturel et la crise de la dioxine) ainsi que par la norme salariale limitant la hausse de salaire brut. Les revenus de la propriété mobilière devraient eux aussi se contracter sous l'effet combiné d'une diminution des taux d'intérêt à court terme et de la contraction continue du taux d'intérêt implicite des placements à plus d'un an durant la première partie de l'année.

La **balance commerciale** de la Belgique (en valeur) s'est soldée par un excédent de 12.2 milliards d'Euros au 31 décembre 1998 enregistrant une pro-

gression de 2% par rapport à l'excédent de 1997, année particulièrement bonne. Cet excédent résulte principalement de l'amélioration de l'excédent intra-européen, le déficit extra-européen s'étant largement creusé. En 1998, les exportations de biens ont cru en valeur de 5.4% et les importations de 5.7%.

D'après les statistiques du commerce extérieur, le ralentissement du commerce mondial qui a affecté, dans un premier temps, nos exportations extra-européennes s'est ensuite étendu à nos exportations intra-européennes de sorte que nos exportations totales ont régressé (en valeur) de 3.5% sur les 5 premiers mois de 1999 en comparaison à la même période de 1998. Nos importations (composante importante de nos exportations) ont également décru de 5.2% suite à la diminution de nos exportations et au moindre dynamisme de la demande intérieure. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que ce repli est la résultante non seulement d'une variation en volume mais également d'une baisse des prix unitaires.

La dégradation des exportations de biens et services reflétée dans les comptes nationaux (ICN) depuis le second semestre 1998 s'est encore amplifiée au premier trimestre avec un recul de -3.3% de croissance par comparaison à la même période de 1998. Il en est de même pour nos importations de biens et services (-4.6% au premier trimestre 1999 en glissement annuel).

Néanmoins, l'amélioration de la conjoncture internationale attendue pour le second semestre et les signes de reprises déjà observés chez nos principaux partenaires commerciaux devraient dynamiser nos exportations intra et extra européennes.

L'enquête de la BNB montre également une reprise des commandes à l'exportation depuis fin 1998, exception faite en juillet 1999. A l'heure actuelle, nous ne disposons pas encore d'assez de statistiques pour estimer l'impact réel de la crise de la dioxine. Celle-ci devrait toutefois avoir affecté nos exportations en partie au second mais plus particulièrement au troisième trimestre. L'ampleur de la réduction dépendra des répercussions de la crise sur l'image de marque de la Belgique ainsi que de la durée de la crise.

Les importations devraient également être affectées par la crise, à la hausse pour les produits de «substitution étrangers» mais plus certainement à la baisse suite à la baisse des exportations au fort contenu importé.

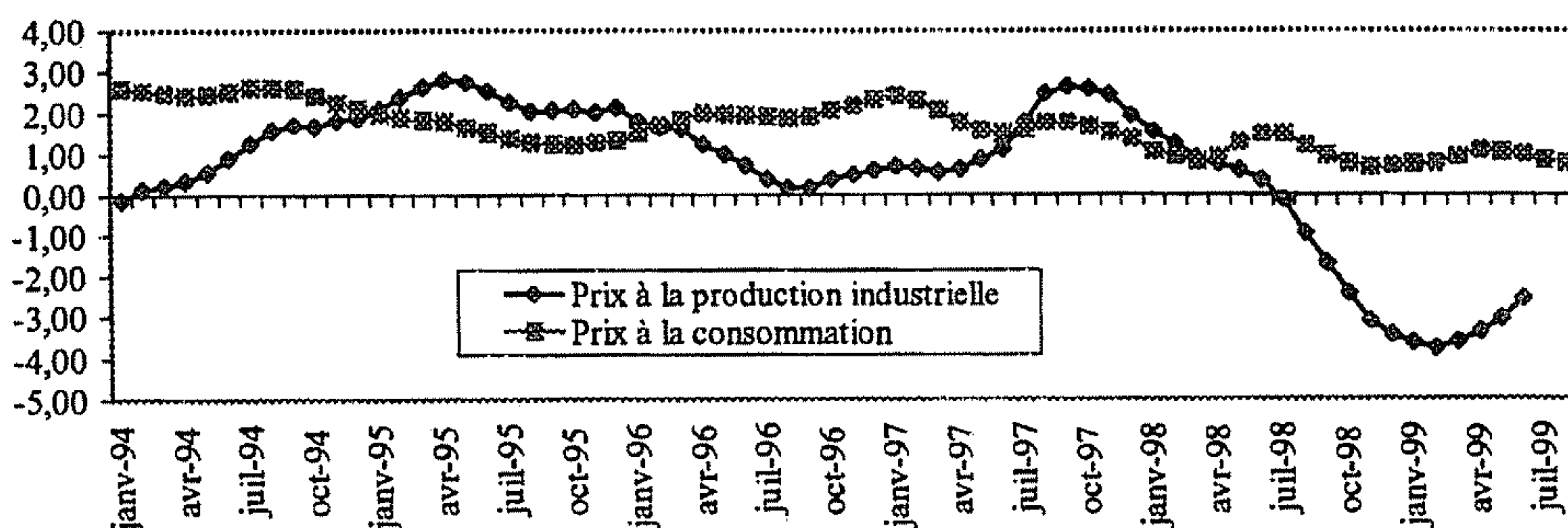


## 2. Variables monétaires

L'indice des **prix à la consommation** a cru de 0.93% durant les 8 premiers mois de 1999 par rapport à la même période de 1998 soit du même ordre que la moyenne de 1998 (0.95%).

### GRAPHIQUE 7

Evolution des prix (données lissées sur 4 mois)



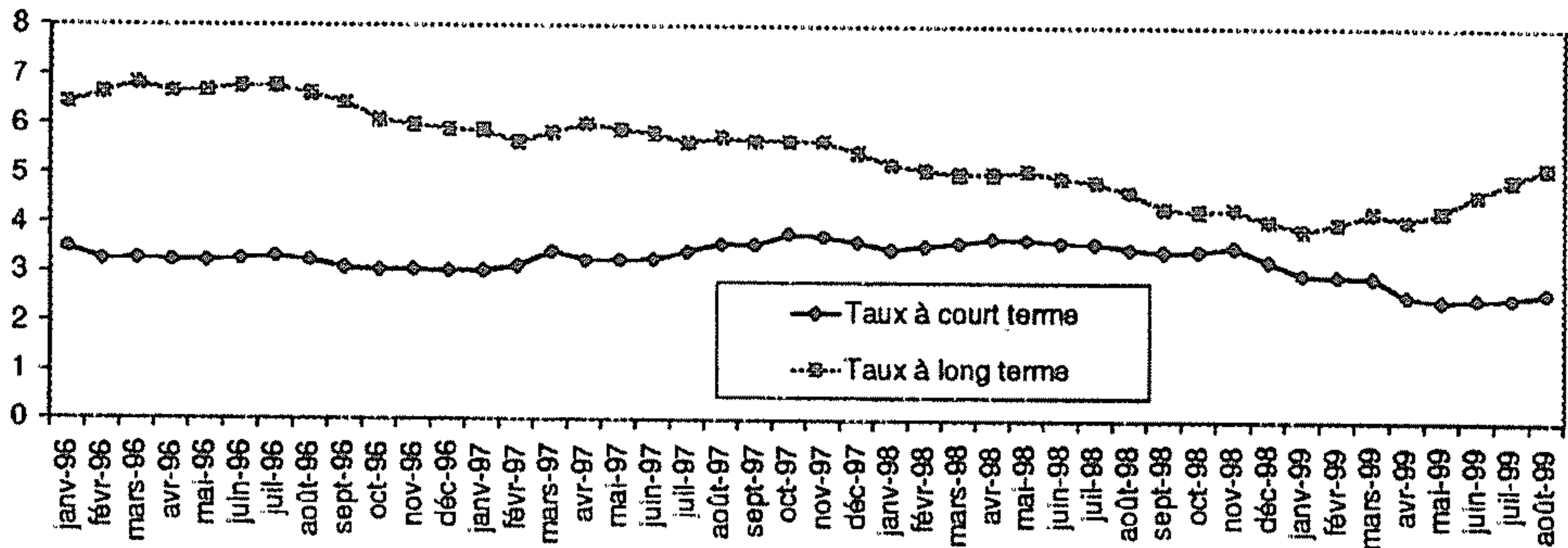
Source : INS et calculs du DULBEA

Cette évolution modérée résulte de la combinaison de deux facteurs, d'une part, au premier trimestre de la hausse des prix des produits alimentaires non transformés (mauvaises conditions climatiques) contrebalancée par la baisse des prix des produits énergétiques et inversement durant les mois suivants. En effet, l'appréciation du dollar et les accords de l'OPEP visant à restreindre la production de pétrole ont contribué à ce net renchérissement des produits énergétiques. L'inflation sous-jacente aurait cru, selon les estimations de la BNB, de 1.3% au premier semestre 1999 contre 1.4% sur l'ensemble de l'année 1998. La tendance à la baisse observée en 1998 pour les **prix à la production industrielle** semble avoir atteint son point de retournement au début de cette année.

Après avoir atteint leur minimum historique de 3.91% en janvier 1999 les **taux d'intérêts à long terme** ont entamé une nette remontée depuis lors atteignant en juillet 1999 avec 5.18% un niveau similaire à celui de janvier 1998.

## GRAPHIQUE 8

## Evolution des taux d'intérêts



Source : BNB

Cette remontée peut être attribuée à une croissance américaine toujours très soutenue qui combinée aux risques d'inflation potentiels a pesé sur les taux d'intérêts long terme US et favorisé le report de certains placements obligataires européens vers les Etats-Unis. En outre, la reprise de certaines économies émergentes (asiatiques) a également entraîné un retour de capitaux vers ces pays.

La modération salariale, l'absence de risque d'inflation et une croissance moins soutenue a contribué à la baisse des taux d'intérêts à court terme jusqu'en juin 1999. Le statu quo de la politique monétaire depuis avril 1999 devrait se poursuivre eu égard à l'absence de risque d'inflation et de surchauffe économique.

### 3. Perspectives pour 1999 - 2000

1998 s'est caractérisée par une croissance de l'ordre de 2.9%<sup>3</sup> en volume malgré le ralentissement observé au second semestre, résultant principalement d'une décélération de l'activité des firmes exportatrices.

Le scénario conjoncturel 1999 – 2000 retenu en juin a quelque peu été revu à la baisse principalement pour 1999 par une décélération de la consommation et la prise en compte de « l'effet dioxine ». De sorte que la croissance prévue pour

<sup>3</sup> ICN- comptes trimestriels – SEC95

1999 est de 2% et de 2.75% pour l'an 2000 qui se caractérise toujours par une reprise économique.

Bien que contribuant de manière moindre qu'en 1998, la demande intérieure devrait demeurer le moteur de la croissance en 1999 avec une contribution de 2.6%, tandis que la contribution des exportations nettes, tout en restant négative (-0.6%) devrait quelque peu s'améliorer. On devrait cependant observer un changement dans la composition de la demande intérieure avec une décélération de la consommation et une accélération de la formation brute de capital fixe.

La reprise de l'activité économique déjà amorcée au second trimestre devrait quelque peu se ralentir au troisième trimestre sous l'effet de la crise dioxine. L'impact de cette dernière sur la consommation devrait être limité. Il y a pu avoir une substitution de produits (augmentation de la consommation de poissons au détriment de la viande incriminée) mais également remplacement des produits nationaux par des produits similaires mais importés. Certes, la consommation des ménages devrait se montrer moins dynamique en 1999, mais cela ne résulte pas, à proprement parler, d'une diminution de consommation de produits alimentaires. En effet, la crise de la dioxine, la décélération du revenu disponible et le ralentissement dans la décrue du chômage agiront négativement sur la confiance du consommateur et donc sur la variable consommation. Néanmoins, l'amélioration, bien que plus modeste qu'en 1998, du marché de l'emploi, l'inflation modérée et la politique fiscale non contraignante tempéreront quelque peu cette perte de confiance.

Les conditions monétaires restent favorables tant à la consommation qu'à l'investissement des entreprises. En effet, l'absence d'inflation attendue, la modération salariale ainsi que le ralentissement économique au niveau européen ne devraient pas peser sur les taux courts. Par ailleurs, la hausse des taux longs ne devrait pas se poursuivre. Néanmoins, la rentabilité des firmes a été affectée par le ralentissement conjoncturel observé au second semestre 1998, ralentissement qui a, par ailleurs, contribué à la constitution de stocks. L'impact financier de la crise de la dioxine, bien que devant être en partie compensé par des aides d'Etat, pourrait retarder certains projets d'investissements. De sorte que nos prévisions pour les investissements des entreprises s'inscrivent en léger recul par rapport à 1998.

Malgré des taux hypothécaires toujours attractifs, la moindre hausse du revenu disponible couplée à la hausse des prix des terrains et de la construction conduira à un ralentissement des investissements des particuliers, comme révélé dans les enquêtes auprès des architectes.

Après la faiblesse de la demande extérieure début 1999, celle-ci se rétablira tout doucement au second semestre sous l'effet d'une reprise du commerce mondial. Cependant, nos exportations et dans une moindre mesure nos importations seront affectées en partie par la crise de la dioxine et ses répercussions sur notre image de marque. La demande extérieure contribuera encore négativement à la croissance de 1999 mais dans une moindre ampleur.

L'année 2000 devrait se caractériser par une reprise de l'activité économique avec un taux de croissance de l'ordre de 2.75%. Contrairement à 1999, la demande extérieure devrait contribuer positivement à la croissance (+0.3%) tandis que la demande intérieure demeure, tout comme en 1999, le moteur de la croissance avec une contribution de 2.5%.

La consommation devrait quelque peu s'accélérer légèrement sous l'effet combiné de la hausse du revenu disponible (par la création d'emplois, la poursuite de la diminution du chômage, etc.) qui compense la hausse modérée du taux d'épargne après plusieurs années de baisses.

Par contre, on observerait une accélération des investissements dans les entreprises conséquence de la reprise attendue, du report de certains projets d'investissements en 2000, des destockages opérés en 1999, de l'amélioration des perspectives d'exportations et de la confiance des entrepreneurs, de la maîtrise des coûts salariaux ainsi que de la diminution supplémentaire des cotisations sociales.

Les exportations bénéficieraient de la reprise conjoncturelle mondiale ainsi que d'un Euro qui demeure compétitif. Cette amélioration de la demande extérieure reste néanmoins tributaire de l'importance de la perte d'image de marque et donc de parts de marché liée à la crise de la dioxine et la capacité de notre économie à les reconquérir.

**Prévisions macro-économiques pour la Belgique**

	1998		1999		2000	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Consommation privée	3,4	4,1	2,25	3,25	2,5	3,75
Consommation publique	2,4	3,7	2,0	3,25	1,5	2,75
FBCF totale	3,6	3,7	4,0	4,25	4,75	5,25
Exportations	3,4	3,2	2,0	1,0	4,25	5,25
Importations	5,3	4,0	3,0	2,5	4,0	5,0
PNB	2,9	3,9	2,0	3,0	2,75	4,0
	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>			
Taux d'intérêt ct	3,55	2,75	3,0			
Taux d'intérêt lt	4,75	4,75	5,0			
Revenu disponible	2,5	1,75	2,75			
Taux d'épargne	14,4	14	14,25			
Taux de chômage*	11,6	10,9	10,3			
SNF	1,3	1,0	0,9			

\* Nombre de Demandeurs d'emplois inoccupés inscrits (chômeurs âgés exclus) en fin de mois exprimé en % de la population active totale au mois de juin.



## Section A – Le produit intérieur brut à prix constants

	Indices 1995=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	92,6			
1991	94,5		2,0	
1992	96,0		1,6	
1993	94,6		-1,5	
1994	37,4		3,0	
1995	100,0		2,6	
1996	100,9		0,9	
1997	104,1		3,2	
1998	107,1		2,9	
T1 1990	90,4	92,7	3,7	6,3
T2 1990	93,2	92,1	2,4	-2,3
T3 1990	90,2	92,3	2,4	0,9
T4 1990	96,7	93,4	2,5	4,8
T1 1991	90,6	93,0	0,3	-1,7
T2 1991	95,3	94,2	2,2	5,2
T3 1991	93,1	95,3	3,2	4,8
T4 1991	99,0	95,4	2,3	0,5
T1 1992	94,1	96,8	3,8	5,7
T2 1992	97,4	96,2	2,2	-2,5
T3 1992	94,5	96,6	1,4	1,6
T4 1992	98,1	94,6	-0,8	-7,8
T1 1993	90,7	93,4	-3,6	-4,9
T2 1993	95,7	94,6	-1,8	5,0
T3 1993	92,7	94,8	-1,8	1,2
T4 1993	99,3	95,6	1,2	3,4
T1 1994	92,5	95,5	1,9	-0,6
T2 1994	98,6	97,3	3,0	7,8
T3 1994	95,2	97,5	2,7	0,7
T4 1994	103,5	99,5	4,2	8,5
T1 1995	96,9	100,1	4,7	2,5
T2 1995	101,3	99,9	2,8	-0,7
T3 1995	97,6	99,8	2,4	-0,5
T4 1995	104,3	100,2	0,8	1,5
T1 1996	96,6	100,0	-0,2	-0,6
T2 1996	101,8	100,4	0,5	1,6
T3 1996	99,9	101,2	1,5	3,3
T4 1996	106,1	101,8	1,7	2,1
T1 1997	98,1	101,7	1,5	-0,3
T2 1997	105,3	103,9	3,4	8,8
T3 1997	102,6	105,0	3,7	4,5
T4 1997	110,4	105,8	4,1	3,1
T1 1998	102,0	105,9	4,0	0,2
T2 1998	109,1	107,6	3,6	6,5
T3 1998	105,3	107,7	2,6	-0,4
T4 1998	112,1	107,4	1,6	-1,2
T1 1999	103,6	107,6	1,6	1,0
T2 1999*	111,1	109,5	1,8	6,9

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, SEC-95 et \* = estimations du DULBEA

## Section B – Principales composantes du PIB à prix constants

## a) PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA DEMANDE INTÉRIEURE

## 1° Les investissements des entreprises

	Indices 1995=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	105,6			
1991	101,9		-3,6	
1992	102,0		0,1	
1993	95,2		-6,6	
1994	92,8		-2,5	
1995	100,0		7,7	
1996	104,1		4,1	
1997	111,1		6,8	
1998	116,3		4,7	
T1 1990	90,8	104,0	20,4	9,1
T2 1990	104,4	106,0	12,2	8,2
T3 1990	97,0	106,3	9,1	0,9
T4 1990	130,3	106,2	4,3	-0,1
T1 1991	88,1	101,0	-3,0	-18,3
T2 1991	98,2	100,2	-5,4	-3,0
T3 1991	94,2	103,5	-2,9	13,8
T4 1991	126,4	102,7	-3,0	-3,4
T1 1992	95,8	108,4	8,8	24,2
T2 1992	104,8	105,1	6,1	-11,5
T3 1992	93,6	101,4	-0,6	-13,2
T4 1992	113,6	93,0	-10,1	-29,4
T1 1993	88,0	98,8	-8,1	27,6
T2 1993	95,0	95,5	-9,4	-12,9
T3 1993	86,3	94,1	-7,9	-5,5
T4 1993	111,5	92,3	-1,8	-7,5
T1 1994	82,9	93,4	-5,8	4,9
T2 1994	91,4	92,3	-3,7	-5,0
T3 1994	83,5	91,5	-3,2	-3,3
T4 1994	113,5	94,2	1,8	12,5
T1 1995	85,6	97,0	3,2	12,3
T2 1995	98,6	99,7	7,8	11,8
T3 1995	92,4	101,6	10,7	7,8
T4 1995	123,4	101,7	8,7	0,4
T1 1996	89,7	102,2	4,8	1,9
T2 1996	102,0	103,2	3,4	4,1
T3 1996	94,6	104,1	2,5	3,6
T4 1996	129,8	106,7	5,2	10,3
T1 1997	90,1	103,5	0,5	-11,5
T2 1997	116,5	118,5	14,3	72,1
T3 1997	97,5	107,3	2,9	-32,9
T4 1997	140,4	115,2	8,1	32,8
T1 1998	96,8	111,3	7,4	-12,7
T2 1998	113,2	114,9	-2,8	13,6
T3 1998	109,6	120,1	12,4	19,4
T4 1998	145,5	118,8	3,7	-4,5
T1 1999	103,5	119,0	6,9	0,6
T2 1999*	119,4	121,3	5,5	7,9

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, SEC-95 et \* = estimations du DULBEA



## 2° La consommation privée

	Indices 1995=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	93,4			
1991	96,1		3,0	
1992	98,2		2,2	
1993	97,3		-1,0	
1994	99,2		2,0	
1995	100,0		0,8	
1996	101,1		1,1	
1997	103,4		2,3	
1998	106,9		3,4	
T1 1990	91,0	93,3	4,5	6,1
T2 1990	94,5	93,4	3,7	0,2
T3 1990	92,7	93,4	3,1	-0,1
T4 1990	95,2	93,4	1,6	0,1
T1 1991	92,3	94,7	1,4	5,9
T2 1991	97,0	95,9	2,6	4,8
T3 1991	96,1	96,8	3,6	3,9
T4 1991	99,2	97,2	4,1	1,6
T1 1992	95,7	98,3	3,7	4,8
T2 1992	100,0	98,8	3,1	2,0
T3 1992	97,4	98,2	1,4	-2,5
T4 1992	99,8	97,7	0,6	-1,9
T1 1993	94,1	96,7	-1,7	-4,2
T2 1993	98,4	97,2	-1,7	2,3
T3 1993	96,5	97,3	-0,9	0,5
T4 1993	100,1	98,0	-0,4	2,9
T1 1994	96,1	98,7	2,1	2,7
T2 1994	100,1	98,9	1,8	1,0
T3 1994	98,5	99,3	2,0	1,5
T4 1994	102,2	100,0	2,1	3,0
T1 1995	96,9	99,5	0,9	-2,0
T2 1995	100,9	99,7	0,8	0,6
T3 1995	99,4	100,2	0,9	2,0
T4 1995	102,8	100,6	0,6	1,8
T1 1996	98,2	100,8	1,3	0,8
T2 1996	102,4	101,1	1,5	1,2
T3 1996	100,3	101,1	0,9	-0,2
T4 1996	103,7	101,6	0,9	2,1
T1 1997	99,9	102,6	1,7	3,9
T2 1997	104,4	103,0	1,9	1,8
T3 1997	102,9	103,7	2,6	2,6
T4 1997	106,6	104,4	2,8	2,9
T1 1998	104,1	106,9	4,3	9,8
T2 1998	108,0	106,5	3,4	-1,5
T3 1998	106,4	107,3	3,4	2,9
T4 1998	109,1	107,0	2,4	-1,0
T1 1999	106,7	109,5	2,4	9,8
T2 1999*	110,4	108,9	2,3	-2,3

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, SEC-95 et \* = estimations du DULBEA

## b) PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA VALEUR AJOUTÉE

## 1°) Valeur ajoutée dans les services marchands (garages inclus)

	Indices 1995=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	99,6		1,8	
1991	98,1		-1,5	
1992	96,2		-1,9	
1993	92,7		-3,7	
1994	96,9		4,5	
1995	100,0		3,2	
1996	101,5		1,5	
1997	106,8		5,2	
1998	109,8		2,9	
T1 1990	103,1	100,4	5,3	9,3
T2 1990	100,9	98,6	2,7	-6,9
T3 1990	92,3	98,5	0,9	-0,2
T4 1990	102,0	100,9	2,7	10,1
T1 1991	101,1	98,3	-1,9	-9,9
T2 1991	101,2	98,7	0,3	1,7
T3 1991	91,2	97,4	-1,3	-5,4
T4 1991	99,0	98,0	-3,0	2,6
T1 1992	100,9	98,0	-0,2	0,1
T2 1992	99,4	96,7	-1,8	-5,5
T3 1992	90,4	96,8	-0,8	0,6
T4 1992	94,2	93,5	-4,8	-13,1
T1 1993	94,1	91,4	-6,8	-8,3
T2 1993	95,8	93,2	-3,6	7,8
T3 1993	86,8	92,7	-4,1	-2,1
T4 1993	94,2	93,5	-0,1	3,4
T1 1994	97,4	94,7	3,5	5,5
T2 1994	99,5	96,8	3,9	9,0
T3 1994	90,1	96,4	3,9	-1,7
T4 1994	100,5	99,6	6,7	14,3
T1 1995	103,5	101,4	6,3	7,1
T2 1995	103,4	100,7	3,9	-2,4
T3 1995	93,2	99,0	3,4	-6,7
T4 1995	99,8	98,9	-0,7	-0,5
T1 1996	100,2	98,5	-3,3	-1,6
T2 1996	102,9	100,3	-0,5	7,6
T3 1996	97,4	102,8	4,4	10,5
T4 1996	105,4	104,2	5,6	5,5
T1 1997	103,3	101,9	3,1	-8,5
T2 1997	109,1	106,5	6,0	19,0
T3 1997	103,9	109,3	6,7	11,1
T4 1997	110,8	109,3	5,1	0,1
T1 1998	109,5	108,4	6,0	-3,5
T2 1998	112,6	109,9	3,2	5,6
T3 1998	105,5	111,0	1,6	4,2
T4 1998	111,7	110,2	0,9	-2,9
T1 1999	107,5	106,4	-1,8	-12,9

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, SEC-95

## 2°) Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière (garages exclus)

	Indices 1995=100		Pourcentages de variation	
	données brutes	données cvs	à un an d'écart	p/r au trim. précédent (base annuelle)
1990	88,9		2,1	
1991	92,9		4,5	
1992	95,7		3,0	
1993	93,8		-2,0	
1994	96,0		2,4	
1995	100,0		4,1	
1995	100,4		0,4	
1997	103,4		2,9	
1998	106,1		2,7	
T1 1990	86,6	88,0	2,4	3,2
T2 1990	88,7	88,1	2,3	0,5
T3 1990	87,2	89,1	3,4	4,5
T4 1990	93,2	90,5	3,9	6,6
T1 1991	89,4	90,9	3,2	1,6
T2 1991	93,1	92,6	5,0	7,7
T3 1991	91,7	93,8	5,2	5,2
T4 1991	97,4	94,5	4,6	3,3
T1 1992	94,0	95,6	5,1	4,7
T2 1992	96,7	96,0	3,8	1,6
T3 1992	94,5	96,5	3,0	2,1
T4 1992	97,8	94,8	0,3	-6,8
T1 1993	91,5	93,1	-2,6	-7,1
T2 1993	94,0	93,4	-2,8	1,4
T3 1993	92,0	94,0	-2,6	2,8
T4 1993	97,8	94,8	-0,0	3,2
T1 1994	92,8	94,6	1,4	-0,7
T2 1994	96,5	95,8	2,6	5,2
T3 1994	93,7	95,9	1,9	0,4
T4 1994	101,2	97,9	3,5	8,5
T1 1995	97,9	100,0	5,6	8,9
T2 1995	100,1	99,3	3,7	-2,8
T3 1995	98,0	100,3	4,6	4,4
T4 1995	104,0	100,4	2,8	0,4
T1 1996	98,0	100,1	0,1	-1,3
T2 1996	101,0	100,2	1,0	0,1
T3 1996	97,9	100,4	-0,1	1,0
T4 1996	104,7	101,0	0,7	2,6
T1 1997	99,2	101,5	1,2	1,9
T2 1997	104,3	103,3	3,2	7,2
T3 1997	101,3	104,1	3,4	3,0
T4 1997	108,6	104,5	3,7	1,8
T1 1998	103,2	105,7	4,0	4,4
T2 1998	108,0	106,8	3,5	4,6
T3 1998	103,4	106,2	2,1	-2,2
T4 1998	109,9	105,7	1,2	-1,9
T1 1999	105,9	108,6	2,7	11,1

Source: BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, SEC-95

## Section C - La politique économique : les critères du Traité de Maastricht

	Inflation			Taux d'intérêt			
	Belgique (48)	Norme (49)	Ecart* (50)	Belgique (51)	Norme (52)	Ecart* (53)	
1993	2,7	3,1	-0,4	7,22	9,41	-2,19	
1994	2,4	3,4	-1,0	7,67	9,79	-2,12	
1995	1,5	3,1	-1,6	7,38	9,45	-2,07	
1996	2,1	3,2	-1,1	6,30	8,60	-2,40	
1997	1,6	2,8	-1,2	5,60	7,60	-2,00	
1998	0,9	1,9	-0,9	4,70	6,80	-2,10	
1999 (p)							
1996	I	2,0	3,3	-1,3	6,45	8,50	-2,05
	II	1,9	3,2	-1,3	6,40	8,99	-2,59
	III	1,9	3,2	-1,3	6,40	8,77	-2,37
	IV	2,5	3,1	-0,6	5,80	8,30	-2,50
1997	I	1,9	2,8	-0,9	5,60	7,60	-2,00
	II	1,5	2,7	-1,1	5,70	7,70	-2,10
	III	1,8	2,9	-1,1	5,50	7,70	-2,20
	IV	1,3	2,8	-1,5	5,50	7,40	-1,90
1998	I	0,7	2,2	-1,5	5,00	7,20	-2,20
	II	1,6	2,2	-0,6	5,00	7,00	-2,10
	III	0,7	1,7	-0,9	4,60	6,70	-2,10
	IV	0,7	1,4	0,7	4,20	6,30	-2,10
1999	I	1,0	1,4	-0,4	4,0	6,10	-2,10
	II	0,9	1,7	-0,8	4,3	6,30	-2,10
1996	Janvier	1,9	3,2	-1,3	6,30	8,40	-1,90
	Février	1,9	3,4	-1,4	6,50	8,40	-1,90
	Mars	2,1	3,4	-1,3	6,60	8,70	-2,10
	Avril	2,0	3,3	-1,3	6,40	8,85	-2,45
	Mai	1,8	3,2	-1,4	6,40	9,12	2,72
	Juin	1,8	3,2	-1,4	6,4	9,0	-2,6
	Juillet	1,9	3,3	-1,4	6,6	8,9	-2,3
	Août	1,9	3,3	-1,4	6,6	8,9	-2,3
	Septembre	2,0	3,0	-1,4	6,2	8,48	-2,28
	Octobre	2,4	3,1	-0,7	5,9	8,4	-2,5
	Novembre	2,6	3,2	-0,5	5,8	8,1	-2,4
	Décembre	2,5	3,2	-0,7	5,7	8,1	-2,4
1997	Janvier	2,3	3,4	-1,1	5,7	7,7	-2
	Février	2,0	3,2	-1,2	5,45	7,5	-2,05
	Mars	1,4	2,8	-1,4	5,7	7,7	-2
	Avril	1,6	2,8	-1,2	5,38	7,8	-2
	Mai	1,7	2,8	0,9	5,7	7,7	-2,1
	Juin	1,9	2,8	-0,9	5,6	7,7	-2,1
	Juillet	1,9	2,9	-1,0	5,6	7,9	-2,3
	Août	1,85	3,1	-1,3	5,6	7,4	-1,8
	Septembre	1,6	2,9	-1,3	5,5	7,7	-2,2
	Octobre	1,7	2,7	-1,0	5,6	7,3	-1,7
	Novembre	1,6	2,7	-1,1	5,62	7,4	-1,8
	Décembre	1,5	2,7	-1,2	5,4	7,1	-2,4
1998	Janvier	0,4	2,1	-1,7	5,14	7,4	-2,2
	Février	0,8	2,3	-1,5	5,01	7,2	-2,2
	Mars	1,0	2,3	-1,3	4,95	7,1	-2,2
	Avril	1,5	2,3	-0,8	4,96	7,1	-2,1
	Mai	1,8	2,3	-0,5	5,03	7,1	-2,1
	Juin	1,5	2,1	-0,5	4,9	6,9	-2,0
	Juillet	1,0	1,9	-0,9	4,82	6,9	-2,1
	Août	0,3	1,6	-1,3	4,61	6,6	-2,0
	Septembre	0,9	1,5	-0,6	4,29	6,5	-2,2
	Octobre	0,9	1,4	-0,6	4,23	6,4	-2,2
	Novembre	0,6	1,3	-0,8	4,32	6,4	-2,1
	Décembre	0,5	1,3	-0,8	4,08	6,1	-2,1
1999	Janvier	0,9	1,0	-0,1	3,9	5,9	-2,0
	Février	0,9	1,6	-0,7	4,02	6,2	-2,2
	Mars	1,2	1,7	-0,5	4,21	6,3	-2,0
	Avril	1,1	1,6	-0,5	4,05	6,2	-2,1
	Mai	0,8	1,7	-0,9	4,21	6,2	-2,0
	Juin	0,7	1,7	-1,0	4,57	6,6	-2,1

Source : Inflation OCDE (IPC) et calcul du DULBEA – Taux d'intérêt LT : OCDE – Taux de change (indicateur de divergence) : BNB – Déficit public : CSF – Dette publique : BNB.

\* un signe "-" signifie que la Belgique remplit la norme de Maastricht (et inversement). (p) = prévisions

1980 = 100

Taux de change	Déficit		Dettes	
	Belgique	Ecart*	Belgique	Ecart <sup>1</sup>
(54)	(55)	(56)	(57)	(58)
- 3,8	7,5	4,5	136,8	76,8
- 10,6	5,1	2,1	134,8	74,8
- 18,0	4,1	1,1	133,5	73,5
- 2,0	3,2	0,2	130	70
12,0	1,9	-1,1	121,9	61,9
0	1,3	-1,7	115,8	55,8
	1,0	-2,0	113,3	53,3
- 10,0				
- 3,0				
- 2,0				
5,0				
10,0				
12,0				
14,0				
14,0				
11,0				
- 1,0				
- 3,0				
- 7,0				
- 11,0				
- 10,0				
- 9,0				
- 5,0				
- 2,0				
- 1,0				
- 1,0				
- 4,0				
- 1,0				
+ 4,0				
+ 6,0				
+ 5,0				
9,0				
10,0				
10,0				
12,0				
12,0				
13,0				
13,0				
14,0				
14,0				
13,0				
14,0				
14,0				
13,0				
13,0				
7,0				
1,0				
- 3,0				
- 1,0				
- 2,0				
- 3,0				
- 3,0				
- 8,0				
- 7,0				
- 7,0				

## Section D - Les produits nationaux bruts des principaux pays industrialisés

1980 = 100

Produit National Brut (prix constants)	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (b)	2000 (b)
(59) Belgique	99,6	99,8	102,2	103,0	105,3	107,8	113,4	117,9	121,3	124,6	126,0	123,9	126,7	129,2	130,4	134,5	138,4	141,2	145,1
(60) Pays-Bas	97,8	99,5	102,4	105,3	107,0	108,7	111,0	116,0	119,8	124,8	126,9	127,4	130,4	133,1	137,5	142,4	147,9	151,2	154,2
(61) Allemagne	9,6	101,1	103,8	106,0	109,0	111,0	114,8	119,3	124,9	129,4	131,3	129,9	133,7	136,2	138,1	141,1	145,1	147,7	151,7
(62) France	103,7	104,5	105,9	107,7	110,0	112,5	116,4	121,3	124,6	126,0	128,0	126,7	129,9	132,8	134,8	137,9	142,3	145,7	149,8
(63) Italie	101,3	101,8	105,4	108,2	111,1	114,6	118,9	122,7	125,2	126,9	128,0	127,1	130,0	133,9	134,8	136,9	138,8	141,3	144,8
(64) Grande-Bretagne	99,7	103,5	105,6	109,5	112,7	117,6	122,8	125,4	126,7	123,8	123,2	125,5	130,5	133,8	137,1	141,4	144,6	146,4	149,9
(65) Suisse	100,4	101,1	102,9	107,1	110,0	112,7	116,0	120,0	123,1	123,0	123,2	122,1	124,0	124,1	123,5	125,6	128,2	130,0	132,0
(66) Suède	100,5	102,9	106,9	109,2	110,5	113,5	116,1	118,5	119,3	117,6	115,6	113,2	115,7	119,2	120,5	122,7	126,2	128,5	131,0
(67) Autriche	101,0	103,1	105,2	108,1	110,0	111,6	116,3	120,7	126,3	130,2	132,1	131,7	135,3	137,7	139,5	143,0	147,7	150,9	154,9
(68) Espagne	101,0	102,8	104,8	107,0	110,8	116,6	122,5	128,5	133,3	136,5	137,9	136,5	139,2	143,1	146,4	151,4	157,1	162,6	168,5
(69) Etats-Unis	101,1	105,2	112,5	116,0	119,5	122,0	127,4	130,6	132,0	130,4	133,0	137,0	142,6	145,5	149,6	155,3	161,3	167,1	171,3
(71) Japon	106,8	110,2	115,7	120,9	123,8	129,0	136,4	142,8	150,8	157,6	160,0	160,2	161,0	162,4	168,4	169,8	165,0	165,0	166,7

(b) Prévisions

Les Séries Statistiques ont été réalisées

sous la direction de

P. KESTENS

Professeur ordinaire à l'ULB

par C. BINOTTO

C. DEBAILLE

Chargées de recherches au DULBEA